

**VERSION ORIGINALE AMELIOREE**

Nous tenons à préciser que ce travail n'est qu'une esquisse des repères possibles pour acquérir des connaissances et dérouler une argumentation en dissertation philosophique. Les choix opérés peuvent être arbitraires, comme tout choix d'ailleurs, mais l'essentiel c'est que les mains expertes qui s'en saisiront mettent en branle leur effort d'orientation afin de l'exploiter au mieux, pour le seul bénéfice des apprenants. Loin de réclamer une certaine exhaustivité, il va sans nul doute aussi leur fournir des connaissances philosophiques non négligeables, renforçant la qualité de leur apprentissage, leur procurer des données diverses, variées pouvant leur permettre de pallier à leur déficit de lecture. L'objectif ultime visé de ce document est la **mobilisation des ressources didactiques**. Mais il ne prend pas en compte toutes les appréhensions méthodologiques, du fait que leurs différents professeurs sont tenus de les mettre en œuvre dans le cadre de leur enseignement apprentissage.

.....

**SUJET DE DISSERTATION N°1**

**« Serions-nous plus libres sans État ? »**

**INTRODUCTION**

L'Etat peut être défini comme un mode d'organisation sociale, doté d'un ensemble d'institutions et d'une autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple dans un territoire déterminé. Il est aussi une société organisée ayant un gouvernement autonome dépositaire de la puissance publique. En somme, c'est le pouvoir politique institutionnalisé. Son rôle est diversement apprécié ; d'aucuns pensent qu'il est garant des libertés individuelles et d'autres estiment qu'il menace les libertés. C'est dans cette dynamique que notre sujet nous invite à analyser la question selon laquelle « **Serions-nous plus libres sans État ?** ». **Autrement dit** l'Etat serait-il plus à craindre que l'absence de l'Etat ? L'Etat est souvent perçu comme une force contraignante envers les citoyens : il interdit. Mais, ne peut-on pas voire aussi ce qu'il permet ? Aussi, avec le phénomène de la mondialisation, les Etats sont-ils toujours souverains ? Voilà autant de questions auxquelles nous apporterons des réponses à travers l'analyse des rapports que l'Etat entretient avec la liberté et la mondialisation. Pour mieux élucider cette problématique voici les questions auxquelles nous allons tenter de répondre : Dans quel contexte **serions-nous plus libres sans État ?** ». En tout état de cause, l'Etat n'est-il pas plus nécessaire pour assurer la sécurité du citoyen ?

**DEVELOPPEMENT**

L'État est une instance séparée de la société civile, chargée d'administrer la société. Or si l'État semble nécessaire, c'est que la liberté des uns est menacée par l'agression des autres. Mais le paradoxe est que si l'État exerce un pouvoir intrusif, au nom même de la liberté, il devient lui-même liberticide.

L'homme est un être de passions, animé de tendances contradictoires. Cependant il est nécessaire de trouver des principes régulateurs de ces passions afin d'éviter les dérives anarchiques et les violences qu'elles entraînent. L'institution du politique par le biais d'un contrat juridique apparaît comme la solution.

**Hobbes**, à la suite de **Machiavel**, est convaincu que « l'homme est un loup pour l'homme ». Il écrit : « Aussi longtemps que les hommes vivent sans un pouvoir commun qui les tient en respect, ils sont dans cette condition qui se nomme guerre, la guerre de chacun contre chacun » *Léviathan*. Logiquement, il imagine un État-Léviathan capable de faire peur aux hommes, afin d'éviter le retour de la guerre civile, qui caractérise l'état de nature. Le Léviathan est un homme ou une assemblée d'hommes qui, par un contrat passé entre tous les membres de la société, est entièrement souverain sur la société. Le contrat fonde ainsi un régime autoritaire : le souverain domine la société, et il a pour charge de garantir l'ordre, y compris par la peur. En faisant respecter l'ordre, il apporte la sécurité et donc la possibilité d'entreprendre de réelles actions. Le Léviathan est donc une entité autoritaire et qui tire sa légitimité du contrat passé entre tous les hommes pour établir leur sécurité.

Chez Rousseau, le postulat anthropologique est à l'exact opposé du précédent : dans l'état de nature, l'homme est bon. L'homme est naturellement bon, et il est bon parce qu'il est asocial. Dans l'état de nature, l'homme vit seul, libre et égal aux autres puisqu'il est indépendant d'eux. Il ne rencontre que très rarement ses semblables. Avec le passage à la société et la vie en commun, l'homme naturel a été totalement perverti. Les deux maux de l'humanité sont apparus : la servitude et l'inégalité. Dès lors, comment concevoir un état de la

société qui permettrait de retrouver la liberté et l'égalité ? Par quel moyen atteindre une société où les hommes seraient, dans leur être social, comme dans l'état de nature ? Continuant son raisonnement, Rousseau pense qu'il faudrait une société où les hommes participent équitablement au gouvernement, en vue du bien commun. Le but final de la politique, qui n'a plus rien à voir avec l'impératif de sécurité de Hobbes, serait l'égalité participation à la vie publique des citoyens. Ainsi les hommes seraient libres car autonomes. Ils n'obéiraient qu'à la volonté générale, c'est-à-dire à eux-mêmes. Sur le plan social, Rousseau pense également que « tout est source de mal au-delà du nécessaire physique. La nature ne nous donne que trop de besoins ; et c'est au moins une très haute imprudence de les multiplier sans nécessité, et de mettre ainsi son âme dans une plus grande dépendance ». Par conséquent, selon lui : « l'une des fonctions les plus importantes du gouvernement est de prévenir l'extrême inégalité des fortunes. » Les impôts devront être conçus de manière à construire une société juste à travers l'éradication de la consommation superflue. **Rousseau**, dans son Contrat social, soutient que l'Etat ne menace pas les libertés. A son avis, « **il n'y a point de liberté sans lois** ». En d'autres termes, aussi contraignantes qu'elles puissent être, les lois garantissent néanmoins la liberté des hommes. Pour **Hobbes**, le pouvoir de l'Etat doit être absolu ; faute de quoi les hommes tomberaient de nouveau dans la violence. Et c'est cette absoluité qui garantit, selon lui, les libertés individuelles. **John Locke** affirme, pour sa part, que même si l'Etat est un instrument qui assure la liberté ainsi que la sécurité des biens et des personnes, son pouvoir doit être quand même limité, il ne doit pas empiéter sur la propriété privée des hommes. John Locke est un des penseurs de la libéralisation. Il voudrait que l'Etat intervienne le moins dans les affaires des hommes. C'est ce que nous pourrions résumer en cette expression « Moins d'Etat et le mieux d'Etat ».

Après avoir développé les arguments qui confirment la thèse selon laquelle l'homme ne saurait être libre sans l'Etat, nous avons pu constater les limites et les insuffisances de notre sujet, que nous chercherons à compléter et à clarifier à travers d'autres auteurs et considérations philosophiques. Anarchistes et anti-étatistes.

L'Etat a été institué, en principe, pour jouer le rôle d'arbitre. Mais en réalité, l'Etat n'est jamais neutre. Il est toujours au service de la classe dominante. Par exemple, dans les sociétés capitalistes, l'Etat est au service de la bourgeoisie ; les bourgeois en ont fait un instrument de domination pour préserver leurs intérêts et pour exploiter la classe ouvrière. C'est pour cette raison que **Marx** et **Engels** ont prôné la disparition de l'Etat en remplacement de la société communiste qui est une société sans classes. Dans l'Idéologie allemande, **Marx** affirme que l'Etat est un instrument d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. A ses yeux, l'Etat et l'esclavage sont inséparables. C'est pourquoi il estime que seul le « dépérissement » de l'Etat pourra mettre fin à la misère de la classe prolétarienne. Le point de vue de Marx est partagé par les anarchistes **Proudhon** et **Bakounine** qui considèrent que « *l'Etat, c'est l'ennemi* ». Dans les Confessions d'un révolutionnaire, Proudhon dit que « **le gouvernement de l'homme par l'homme, c'est de la servitude** ». Même le gouvernement démocratique, pris pour la meilleure forme des régimes politiques, n'est pas épargné. Les anarchistes aspirent à la disparition de l'Etat, donc à toute forme de contrainte pour l'émergence d'une liberté totale de l'individu.

**Nietzsche** s'est également prononcé sur l'Etat en le critiquant sévèrement. Dans son ouvrage Ainsi parlait Zarathoustra, il compare l'Etat à un monstre froid et un menteur qui prétend représenter le peuple. Il dit à ce propos : « **Etat, qu'est-ce cela donc ? (...) Je vais vous parler de la mort des peuples. L'Etat, c'est le plus froid des monstres froids. Il est froid même quand il ment ; et voici le mensonge qui s'échappe de sa bouche : ' « moi l'Etat, je suis le peuple »** ». **Mensonge**. Dans le même ordre d'idée, Nietzsche ajoute que quoi que l'Etat puisse avoir il l'a volé et quoi qu'il dise il ment, et il ment dans toutes les langues. L'Etat a fait l'objet de diverses interprétations opposant ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Mais une position intermédiaire semble s'installer avec **Paul Valéry** qui dit que « Si l'Etat est fort, il nous écrase ; s'il est faible, nous périssons ». Que choisir face à ce dilemme ? La toute-puissance de l'Etat ou sa faiblesse ? Paul Valéry invite à un fonctionnement équilibré de l'Etat, de telle sorte que les libertés soient garanties sans qu'elles nuisent au pouvoir de l'Etat.

A l'origine de tout Etat, selon les anarchistes, il y a une usurpation de la souveraineté des individus par une bande de brigands qui se font passer pour des bienfaiteurs de l'humanité. L'Etat dispose d'un appareil idéologique capable de faire passer son agression pour de la protection. L'Etat, c'est une organisation criminelle qui a réussi en réprimant violemment toute concurrence émergente. Ainsi **Lysander Spooner** au XIXe siècle écrit : « L'Etat est une association secrète de voleurs et d'assassins dont la législation est une usurpation et un crime » (Outrage à chefs d'Etats). Le philosophe et économiste américain **Murray Rothbard** au XXe siècle affirme que « L'Etat substitue à la lutte pacifique pour le service mutuel, la lutte à mort d'une compétition darwiniste pour les privilèges politiques » (Ethique de la liberté). On trouverait facilement des formules équivalentes chez les européens Joseph Proudhon, Max Stirner ou Mikhaïl Bakounine, les trois

grands anarchistes du XIXe siècle. Mais développons l'argumentation de Rothbard, le plus contemporain et sans doute du plus original de tous, grand admirateur du *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie. Toutefois, l'anarchisme n'est pas un retour au désordre. La thèse anarchiste, c'est l'ordre sans l'État, c'est-à-dire la liberté sans l'État. « La liberté est la mère et non la fille de l'ordre », disait Proudhon. Tout d'abord la raison en est que c'est l'État qui, en opprimant, est la source du désordre social. Par ailleurs l'anarchisme n'est pas l'anomie. Toute société a besoin de règles. La question est de savoir si ces règles doivent être imposées d'en haut par une autorité supérieure arbitraire ou si elles peuvent se déduire naturellement d'un principe éthique universel qui ne soit pas l'expression de privilèges ou de rapports de force politique.

En supprimant l'État, la société se libère mais ne se débarrasse pas pour autant du problème de la violence. En instaurant des agences de sécurité privées, les individus finissent par recréer inévitablement un État minimal, sorte d'agence centrale chargée de coordonner, au moindre coût, les actions de défense, de police et de justice. Finalement, ce à quoi s'opposent catégoriquement les anarchistes, c'est moins à l'État en tant que système de règles institutionnelles qu'au gouvernement, c'est-à-dire à la politique, comme intervention permanente de la puissance publique dans les choix particuliers des individus privés. Dès lors problème se repose : comment concilier la nécessaire indépendance des citoyens vis-à-vis de la puissance publique avec l'exigence de sûreté, elle-même nécessaire à la liberté ?

L'État n'a pas à intervenir dans les affaires privées des individus, sans quoi il trahirait sa mission et deviendrait despotique. De plus, en entravant la loi du marché par ses interventions, l'État favorise toujours les intérêts particuliers des groupes les mieux organisés et contribue ainsi à la violence légale. Le problème de la liberté devient donc le problème de la limitation du pouvoir de l'État.

## **CONCLUSION**

Au terme de notre analyse et au regard de ce qui précède, il était question de savoir si l'homme peut être libre sans État. « Que l'État se borne à être juste, nous nous chargeons de notre bonheur » écrit Benjamin Constant. L'État arbitre serait donc un État qui prendrait en compte les exigences de la sûreté mais qui ne prétendrait pas faire le bonheur des hommes en leur imposant ses directives. Si l'État est un mal, il reste néanmoins un mal nécessaire : limiter les prétentions arbitraires d'un individu sur un autre individu. Mais comment limiter l'État lui-même ? Tel est le défi à relever pour garantir la liberté. Selon Benjamin Constant et Alexis de Tocqueville, c'est le rôle de la constitution, de la presse et des associations civiles, que de limiter le pouvoir politique à ses fonctions d'arbitre en vue de la protection des libertés. Encore faudrait-il que la presse et les associations soient réellement indépendantes et que la constitution ne soit pas manipulée au gré des opinions fluctuantes. Et l'auteur de *la Démocratie en Amérique* conclut ainsi son livre : « Les nations de nos jours ne sauraient faire que dans leur sein les conditions ne soient pas égales ; mais il dépend d'elles que l'égalité les conduise à la servitude ou à la liberté, aux lumières ou à la barbarie, à la prospérité ou aux misères. »